CLAUSE 1 (Section 2)

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

Section 2 of the *Criminal Code* is amended by adding the following in alphabetical order:

“street racing” means operating a motor vehicle in a race with at least one other motor vehicle on a street, road, highway or other public place;

ARTICLE 1 (article 2)

OBJET ET EFFET

La présente modification définit « course de rue » comme une épreuve de vitesse entre des véhicules à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La définition de course de rue servira dans les nouvelles infractions de course de rue et constitue un élément essentiel de ces infractions. Bien que le mot « course » n'y soit pas défini, les tribunaux ont déjà estimé qu'il s'entendait d'une épreuve de vitesse et, par conséquent, il leur reviendra de décider, dans chaque cas, s'il y a eu course ou non.

CLAUSE 1 (Section 2)

SUBJECT AND EFFECT

This amendment would define "street racing" to mean operating a motor vehicle in a race with at least one other motor vehicle on a street, road, highway or other public place.

REASON FOR CHANGE

The definition of street racing will be used in the new street racing offences and is an essential element of these offences. While the proposed definition does not define "race," the term has been judicially considered to mean a "contest of speed" and therefore the factual determination of whether a "race" has occurred will be left to the courts to interpret on a case-by-case basis.

ARTICLE 1 (article 2)

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

L'article 2 du *Code criminel* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« course de rue » Épreuve de vitesse entre des véhicules à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public.

ARTICLE 2 (article 249.2)

OBJET ET EFFET

La présente disposition crée une nouvelle infraction de négligence criminelle causant la mort, à l'occasion d'une course de rue. La peine maximale prévue pour cette infraction est l'emprisonnement à perpétuité.

La nouvelle infraction s'appuie sur l'infraction actuelle de négligence causant la mort. Pour obtenir une déclaration de culpabilité, le ministère public devrait prouver que l'accusé a fait montre d'une insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité d'autrui, a causé la mort et a commis cette infraction à l'occasion d'une course de rue.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La création d'une nouvelle infraction de course de rue vise à décourager précisément ce genre de comportement et vient renforcer les mesures législatives qui existent pour contrer cette activité criminelle. Fait important, la nouvelle infraction prévoit également une interdiction de conduire obligatoire (au moyen des paragraphes 259(3.3) ou 259(3.4)). Les modifications proposées décourageront et dénonceront plus clairement et plus efficacement ce comportement, tout en améliorant la capacité de recueillir des données sur cette activité criminelle en particulier.

CLAUSE 2 (Section 249.2)

SUBJECT AND EFFECT

This provision creates a new offence of criminal negligence causing death, while street racing. The maximum penalty for this offence would be life imprisonment.

The new offence would build upon the existing offence of criminal negligence causing death. It would require the Crown to prove that the accused showed a wanton or reckless disregard for the lives or safety of others, caused a death, and committed the offence while street racing.

REASON FOR CHANGE

The creation of a new street racing offence specifically deters this type of behaviour and will strengthen existing legislative responses to this criminal activity. Importantly, the new offence would also impose a mandatory driving prohibition (*per* subsections 259(3.3) or 259(3.4)). The proposed changes will more clearly and effectively deter and denounce this conduct, while also improving the ability to gather data on this particular criminal activity.

CLAUSE 2 (Section 249.2)

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

The Act is amended by adding the following after section 249.1:

249.2 Everyone who by criminal negligence causes death to another person while street racing is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

ARTICLE 2 (article 249.2)

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 249.1, de ce qui suit :

249.2 Quiconque, par négligence criminelle, cause la mort d'une autre personne à l'occasion d'une course de rue est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement à perpétuité.

ARTICLE 2 (article 249.3)

OBJET ET EFFET

La présente disposition crée une nouvelle infraction de négligence criminelle causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue. La peine maximale prévue pour cette infraction est un emprisonnement de quatorze ans.

La nouvelle infraction s'appuie sur l'actuelle infraction de négligence criminelle causant des lésions corporelles. Pour obtenir une déclaration de culpabilité, le ministère public devrait prouver que l'accusé a fait montre d'une insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité d'autrui, a causé des lésions corporelles et a commis cette infraction à l'occasion d'une course de rue.

Les lésions corporelles sont définies au *Code criminel* et s'entendent de toute blessure qui nuit à la santé ou au bien-être d'une personne et qui n'est pas de nature passagère ou sans importance.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La création d'une nouvelle infraction de course de rue vise à décourager précisément ce genre de comportement et vient renforcer les mesures législatives qui existent pour contrer cette activité criminelle. Fait important, la nouvelle infraction prévoit également une interdiction de conduire obligatoire (au moyen des paragraphes 259(3.3) ou 259(3.4)). Les modifications proposées décourageront et de dénonceront plus clairement et plus efficacement ce comportement, tout en améliorant la capacité de recueillir des données sur cette activité criminelle en particulier.

CLAUSE 2 (Section 249.3)

SUBJECT AND EFFECT

This provision creates a new offence of criminal negligence causing bodily harm, while street racing. The maximum penalty for this offence would be fourteen years.

The new offence would build upon the existing offence of criminal negligence causing bodily harm. It would require the Crown to prove that the accused showed a wanton or reckless disregard for the lives or safety of others, caused bodily harm to another person, and committed the offence while street racing.

Bodily harm is defined in the *Criminal Code* to mean any hurt or injury to a person that interferes with the health or comfort of the person and that is more than merely transient or trifling in nature.

REASON FOR CHANGE

The creation of a new street racing offence specifically deters this type of behaviour and will strengthen existing legislative responses to this criminal activity. Importantly, the new offence would also impose a mandatory driving prohibition (*per* subsections 259(3.2) or 259(3.4)). The proposed changes will more clearly and effectively deter and denounce this conduct, while also improving the ability to gather data on this particular criminal activity.

CLAUSE 2 (Section 249.3)

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

249.3 Everyone who by criminal negligence causes bodily harm to another person while street racing is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

ARTICLE 2 (article 249.3)

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

249.3 Quiconque, par négligence criminelle, cause des lésions corporelles à autrui à l'occasion d'une course de rue est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans.

ARTICLE 2 (article 249.4)

OBJET ET EFFET

L'article 249.4 crée les nouvelles infractions de conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue, de conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue et de conduite dangereuse causant la mort à l'occasion d'une course de rue.

Ces dispositions s'appuient sur l'infraction de conduite dangereuse actuelle, qui est énoncée à l'alinéa 249(1)a) du *Code criminel*. Pour obtenir une déclaration de culpabilité, le ministère public devrait prouver que l'accusé a conduit un véhicule à moteur d'une façon dangereuse à l'occasion d'une course de rue. Pour les infractions graves, le ministère public devrait prouver qu'il y a eu lésions corporelles ou la mort, selon le cas.

Les peines maximales prévues sont les suivantes :

- Emprisonnement à perpétuité, sur déclaration de culpabilité de conduite dangereuse causant la mort à l'occasion d'une course de rue;
- Emprisonnement de 14 ans, sur déclaration de culpabilité de conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue;
- Emprisonnement de 5 ans, sur déclaration de culpabilité (par mise en accusation) ou emprisonnement de six mois, sur déclaration de culpabilité (par procédure sommaire) de conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue.

Les lésions corporelles sont définies au *Code criminel* et s'entendent de toute blessure qui nuit à la santé ou au bien-être d'une personne et qui n'est pas de nature passagère ou sans importance.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La création des nouvelles infractions de conduite dangereuse à l'occasion de courses de rue vise à décourager précisément ce genre de comportement et vient renforcer les mesures législatives qui existent pour contrer cette activité criminelle.

Des peines maximales plus lourdes que les peines actuelles sont prévues pour la conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue et la conduite dangereuse causant la mort à l'occasion d'une course de rue. La peine maximale prévue pour la conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue est un emprisonnement de 14 ans (actuellement 10 ans). La peine maximale prévue pour la conduite

CLAUSE 2 (Section 249.4)

SUBJECT AND EFFECT

Subsection 249.4 creates the new offences of dangerous driving, while street racing; dangerous driving causing bodily harm, while street racing; and dangerous driving causing death, while street racing.

These provisions build upon the existing dangerous driving offence, found in 249(1)(a) of the *Criminal Code*. To convict, the Crown would have to prove that the accused operated a motor vehicle in a dangerous manner, while street racing. For the aggravated offences, the Crown would have to prove bodily harm, or death, as the case may be.

The maximum penalties would be as follows:

- Lifetime imprisonment, on conviction of dangerous driving, while street racing which causes death;
- 14 years imprisonment, on conviction of dangerous driving, while street racing which causes bodily harm;
- 5 years imprisonment, on conviction (by indictment), or 6 months imprisonment (on summary conviction), of dangerous driving, while street racing.

Bodily harm is defined in the *Criminal Code* to mean any hurt or injury to a person that interferes with the health or comfort of the person and that is more than merely transient or trifling in nature.

REASON FOR CHANGE

The creation of the new dangerous driving, while street racing offences specifically deters this type of behaviour and will strengthen existing legislative responses to this criminal activity.

There will be enhanced maximum penalties to what is currently available for dangerous driving causing bodily harm, while street racing and dangerous driving causing death, while street racing. The maximum penalty for dangerous driving causing bodily harm, while street racing, would be fourteen years imprisonment (currently 10 years). The maximum penalty for dangerous driving causing death, while street racing, would be life imprisonment (currently 14 years).

Importantly, these provisions would also impose mandatory driving prohibitions (*per* subsections 259(3.1)- 259(3.4)). The proposed changes will more clearly and effectively deter and denounce this conduct, while also improving the ability to gather data on this particular criminal activity.

CLAUSE 2 (Section 249.4)

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

249.4 (1) Everyone commits an offence who, while street racing, operates a motor vehicle in a manner described in paragraph 249(1)(a).

(2) Everyone who commits an offence under subsection (1)

(a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

(b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(3) Everyone who commits an offence under subsection (1) and thereby causes bodily harm to another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

(4) Everyone who commits an offence under subsection (1) and thereby causes the death of another person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

ARTICLE 2 (article 249.4)

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

249.4 (1) Commet une infraction quiconque, à l'occasion d'une course de rue, conduit un véhicule à moteur de la façon visée à l'alinéa 249(1)a).

(2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (1) est coupable :

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(3) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (1) et cause ainsi des lésions corporelles à une autre personne est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans.

(4) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (1) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel passible d'un emprisonnement à perpétuité.

ARTICLE 3(1) (paragraphe 259(1))

OBJET ET EFFET

La présente disposition apporte des modifications de forme à la version française du paragraphe 259(1) du *Code criminel* afin de la rendre conforme aux normes de rédaction actuelles.

RAISONS DES MODIFICATIONS

Les modifications reflètent les normes de rédaction actuelles.

CLAUSE 3(1) (Subsection 259(1))

SUBJECT AND EFFECT

This amendment makes technical amendments to the French version of subsection 259(1) of the *Criminal Code* to reflect current drafting norms.

REASON FOR CHANGE

The amendments reflect current drafting norms.

CLAUSE 3(1) (Subsection 259(1))

PRESENT SECTION

259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou 254 ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

PROPOSED SECTION

The portion of subsection 259(1) of the French version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou 254 ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

ARTICLE 3(1) (paragraphe 259(1))

DISPOSITION ACTUELLE

259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou 254 ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

ARTICLE PROPOSÉ

Le passage du paragraphe 259(1) de la version française de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou 254 ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.1))

OBJET ET EFFET

Le paragraphe 259(3.1) énonce que le tribunal doit obligatoirement imposer une période d'interdiction de conduire dans le cadre de la peine infligée à une personne déclarée coupable de conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue.

Les périodes minimales d'interdiction de conduire varient en fonction des antécédents du contrevenant en matière de conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue :

- Pour une première infraction, la période d'interdiction de conduire sera d'au moins un an et d'au plus trois ans;
- Pour une deuxième infraction, la période d'interdiction de conduire sera d'au moins deux ans et d'au plus cinq ans;
- Pour chaque infraction subséquente, la période d'interdiction de conduire sera d'au moins trois ans et pourra aller jusqu'à une interdiction de conduire à perpétuité.

RAISONS DES MODIFICATIONS

Ce paragraphe alourdit les peines prévues actuellement au *Code criminel*. À l'heure actuelle, un tribunal a le pouvoir discrétionnaire d'imposer, aux personnes déclarées coupables de conduite dangereuse, une interdiction de conduire d'une durée maximale de 3 ans. Ce nouveau paragraphe obligera le tribunal à imposer une interdiction de conduire minimale, tout en lui laissant la possibilité d'en infliger une plus longue. L'interdiction de conduire minimale découragera et dénoncera plus clairement et plus efficacement les courses de rue.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.1))

SUBJECT AND EFFECT

Subsection 259(3.1) states that if a person is convicted of dangerous driving, while street racing, then the court shall impose, as part of its sentence, a mandatory prohibition of driving.

The minimum periods of driving prohibition will vary depending on whether the offender has been previously convicted of dangerous driving while street racing:

- For a first offence, the minimum driving prohibition will be 1 year and the maximum driving prohibition will be 3 years;
- For a second offence, the minimum driving prohibition will be 2 years and the maximum driving prohibition will be 5 years;
- For a third or subsequent offence, the minimum driving prohibition will be 3 years and the maximum can be for up to a lifetime prohibition.

REASON FOR CHANGE

This subsection enhances the penalties that are currently available under the *Criminal Code*. Currently, a court has discretion to impose a driving prohibition for those convicted of dangerous driving of up to 3 years. Under this new subsection a court would be required to impose a minimum driving prohibition but would retain discretion to increase that period. The minimum driving prohibition will more clearly and effectively deter and denounce street racing.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.1))

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

Section 259 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) When an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence committed under subsection 249.4(1), the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place

(a) for a first offence, during a period of not more than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year;

(b) for a second offence, during a period of not more than five years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than two years; and

(c) for each subsequent offence, during a period of not less than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment.

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.1))

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

L'article 259 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous, sous le régime de l'article 730, d'une infraction au paragraphe 249.4(1), le tribunal, indépendamment de toute autre peine qu'il lui inflige, rend une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public :

a) pour une première infraction, durant une période minimale d'un an et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

b) pour une deuxième infraction, durant une période minimale de deux ans et maximale de cinq ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

c) pour chaque infraction subséquente, durant une période minimale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.2))

OBJET ET EFFET

Le paragraphe 259(3.2) énonce que le tribunal doit obligatoirement imposer une interdiction de conduire dans le cadre de la peine infligée à une personne déclarée coupable de conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue ou de négligence criminelle causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue.

Les périodes minimales d'interdiction de conduire varient en fonction des antécédents du contrevenant en matière de conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue ou de négligence criminelle causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue :

- Pour une première infraction, l'interdiction de conduire sera d'au moins un an et d'au plus dix ans;
- Pour une deuxième infraction, l'interdiction de conduire sera d'au moins deux ans et d'au plus dix ans;
- Pour chaque infraction subséquente, l'interdiction de conduire sera d'au moins trois ans et pourra aller jusqu'à une interdiction de conduire à perpétuité.

RAISONS DES MODIFICATIONS

Ce paragraphe alourdit les peines prévues actuellement au *Code criminel*. À l'heure actuelle, un tribunal a le pouvoir discrétionnaire d'imposer, aux personnes déclarées coupables de conduite dangereuse causant des lésions corporelles ou de négligence criminelle causant des lésions corporelles, une interdiction de conduire d'une durée maximale de 10 ans. Ce nouveau paragraphe obligera le tribunal à imposer une interdiction de conduire minimale, tout en lui laissant la possibilité d'en infliger une plus longue. L'interdiction de conduire minimale découragera et dénoncera plus clairement et plus efficacement les courses de rue.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.2))

SUBJECT AND EFFECT

Subsection 259(3.2) states that if a person is convicted of dangerous driving causing bodily harm, while street racing or criminal negligence causing bodily harm, while street racing, then the court shall impose, as part of its sentence, a mandatory prohibition of driving.

The minimum periods of driving prohibition will vary depending on whether the offender has been previously convicted of dangerous driving causing bodily harm, while street racing or criminal negligence causing bodily harm, while street racing:

- For a first offence, the minimum driving prohibition will be 1 year and the maximum driving prohibition will be 10 years;
- For a second offence, the minimum driving prohibition will be 2 years and the maximum driving prohibition will be 10 years;
- For a third or subsequent offence, the minimum driving prohibition will be 3 years and the maximum can be for up to a lifetime prohibition.

REASON FOR CHANGE

This subsection enhances the penalties that are currently available under the *Criminal Code*. Currently, a court has discretion to impose a driving prohibition for those convicted of dangerous driving or criminal negligence causing bodily harm of up to 10 years. Under this new subsection a court would be required to impose a minimum driving prohibition but would retain discretion to increase that period. The minimum driving prohibition will more clearly and effectively deter and denounce street racing.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.2))

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

(3.2) When an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence committed under section 249.3 or subsection 249.4(3), the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place

(a) for a first offence, during a period of not more than ten years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year;

(b) for a second offence, during a period of not more than ten years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than two years; and

(c) for each subsequent offence, during a period of not less than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment.

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.2))

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

(3.2) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous, sous le régime de l'article 730, d'une infraction à l'article 249.3 ou au paragraphe 249.4(3), le tribunal, indépendamment de toute autre peine qu'il lui inflige, rend une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public :

a) pour une première infraction, durant une période minimale d'un an et maximale de dix ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

b) pour une deuxième infraction, durant une période minimale de deux ans et maximale de dix ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

c) pour chaque infraction subséquente, durant une période minimale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.3))

OBJET ET EFFET

Le paragraphe 259(3.3) énonce que le tribunal doit obligatoirement imposer une interdiction de conduire dans le cadre de la peine infligée à une personne déclarée coupable d'une première infraction de négligence criminelle causant la mort à l'occasion d'une course de rue ou de conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue.

Les périodes maximales d'interdiction de conduire seront différentes selon que le contrevenant a été déclaré coupable d'une première infraction de négligence criminelle causant la mort à l'occasion d'une course de rue ou d'une première infraction de conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue :

- S'agissant de négligence criminelle causant la mort à l'occasion d'une course de rue, la période d'interdiction de conduire sera au moins d'un an et pourra aller jusqu'à une interdiction de conduire à perpétuité.
- S'agissant de conduite dangereuse causant la mort à l'occasion d'une course de rue, la période d'interdiction de conduire sera au moins d'un an et d'au plus 10 ans.

RAISONS DES MODIFICATIONS

En rendant obligatoire le prononcé d'une interdiction de conduire, ce paragraphe alourdit les peines prévues actuellement au *Code criminel*. À l'heure actuelle, un tribunal n'est pas obligé d'imposer une période d'interdiction de conduire aux personnes déclarées coupables de conduite dangereuse causant la mort ou de négligence criminelle causant la mort. Une interdiction de conduire minimale découragera et de dénoncera plus clairement et plus efficacement les courses de rue.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.3))

SUBJECT AND EFFECT

Subsection 259(3.3) states that if a person is convicted of a first offence of either criminal negligence causing death, while street racing or dangerous driving causing death, while street racing, then the court shall impose, as part of its sentence, a mandatory prohibition of driving.

The maximum periods of driving prohibition will differ depending on whether the offender has been convicted of a first offence of criminal negligence causing death, while street racing or dangerous driving causing death, while street racing:

- For criminal negligence causing death, while street racing, the minimum driving prohibition will be 1 year and the maximum can be for up to a lifetime prohibition.
- For dangerous driving causing death, while street racing, the minimum driving prohibition will be 1 year and the maximum driving prohibition will be 10 years.

REASON FOR CHANGE

By making the driving prohibitions mandatory, this subsection enhances the penalties that are currently available under the *Criminal Code*. Currently, a court is not required to impose a minimum driving prohibition upon conviction of dangerous driving or criminal negligence causing death. The minimum driving prohibition will more clearly and effectively deter and denounce street racing.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.3))

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

(3.3) When an offender is convicted or discharged under section 730 of a first offence committed under section 249.2 or subsection 249.4(4), the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place

(a) for an offence under section 249.2, during a period of not less than one year plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment; and

(b) for an offence under subsection 249.4(4), during a period of not more than ten years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year.

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.3))

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

(3.3) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous, sous le régime de l'article 730, d'une première infraction à l'article 249.2 ou au paragraphe 249.4(4), le tribunal, indépendamment de toute autre peine qu'il lui inflige, rend une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public :

a) s'agissant d'une infraction à l'article 249.2, durant une période minimale d'un an, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

b) s'agissant d'une infraction au paragraphe 249.4(4), durant une période minimale d'un an et maximale de dix ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.4))

OBJET ET EFFET

Le paragraphe 259(3.4) énonce que le tribunal doit imposer une interdiction de conduire à perpétuité à une personne si celle-ci compte au moins deux déclarations de culpabilité à l'une des infractions suivantes :

- négligence criminelle causant la mort à l'occasion d'une course de rue;
- négligence criminelle causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue;
- conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue;
- conduite dangereuse causant la mort à l'occasion d'une course de rue;

et qu'au moins une de ces déclarations de culpabilité comprend une infraction causant la mort d'une autre personne.

RAISONS DES MODIFICATIONS

Le présent paragraphe oblige le tribunal à prononcer une interdiction de conduire à perpétuité à l'égard des récidivistes qui ont été déclarés coupables des infractions de course de rue les plus graves. Une telle mesure lance un message très explicite et dénoncera plus efficacement les cas les plus graves de récidive en matière de course de rue.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.4))

SUBJECT AND EFFECT

Subsection 259(3.4) states that if a person has two or more convictions of any of the following offences:

- Criminal negligence causing death, while street racing;
- Criminal negligence causing bodily harm, while street racing;
- Dangerous driving causing bodily harm, while street racing; or
- Dangerous driving causing death, while street racing

and at least one of the convictions involved causing the death of another person, then the court shall impose a lifetime driving prohibition.

REASON FOR CHANGE

This subsection proscribes an automatic lifetime driving prohibition for repeat offenders who have been convicted of the most serious street racing offences. This sends a strong message and will more effectively denounce the most serious instances of repeat street racing offences.

CLAUSE 3(2) (Subsection 259(3.4))

PRESENT SECTION

Not applicable

PROPOSED SECTION

(3.4) When an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence committed under section 249.2 or 249.3 or subsection 249.4(3) or (4), the offender has previously been convicted or discharged under section 730 of one of those offences and at least one of the convictions or discharges is under section 249.2 or subsection 249.4(4), the court that sentences the offender shall make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place for life.

ARTICLE 3(2) (paragraphe 259(3.4))

DISPOSITION ACTUELLE

Aucune

ARTICLE PROPOSÉ

(3.4) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou absous, sous le régime de l'article 730, de l'une des infractions prévues aux articles 249.2 ou 249.3 ou aux paragraphes 249.4(3) ou (4), qu'il a déjà été déclaré coupable ou absous, sous le régime de l'article 730, de l'une de ces infractions, et qu'au moins une des déclarations de culpabilité ou absolutions concerne une infraction visée à l'article 249.2 ou au paragraphe 249.4(4), le tribunal qui lui inflige une peine rend une ordonnance lui interdisant à perpétuité de conduire un véhicule à moteur dans une rue, un chemin ou une grande route ou tout autre lieu public.

ARTICLE 3(3) (paragraphe 259(5))

OBJET ET EFFET

Le présent article apporte une modification corrélative qui ajoute à la définition d'« interdiction » précisée au paragraphe 259(5) du *Code criminel*, le nouveau régime d'interdiction de conduire applicable aux infractions de course de rue.

RAISONS DES MODIFICATIONS

Le paragraphe 259(4) du *Code criminel* prévoit que quiconque conduit un véhicule à moteur pendant qu'il lui est interdit de le faire commet une infraction. La présente modification fait en sorte que cette infraction vise également les personnes à qui il est interdit de conduire un véhicule à moteur par suite de la perpétration d'une infraction de course de rue.

CLAUSE 3(3) (Subsection 259(5))

SUBJECT AND EFFECT

This subsection is a consequential amendment and adds the new driving prohibition scheme for street racing offences into the definition of “disqualification” found in subsection 259(5) of the *Criminal Code*.

REASON FOR CHANGE

Section 259(4) of the *Criminal Code* makes it an offence to operate a motor vehicle while disqualified from doing so. This amendment ensures that this offence also includes those persons who are disqualified from operating a motor vehicle as a result of the commission of a street racing offence.

CLAUSE 3(3) (Subsection 259(5))

PRESENT SECTION

(5) For the purposes of this section, "disqualification" means

(a) a prohibition from operating a motor vehicle, vessel or aircraft or any railway equipment ordered pursuant to subsection (1) or (2); or

(b) a disqualification or any other form of legal restriction of the right or privilege to operate a motor vehicle, vessel or aircraft imposed

(i) in the case of a motor vehicle, under the law of a province, or

(ii) in the case of a vessel or an aircraft, under an Act of Parliament,

in respect of a conviction or discharge under section 730 of any offence referred to in subsection (1) or (2).

PROPOSED SECTION

Subsection 259(5) is replaced by the following:

(5) For the purposes of this section, "disqualification" means

(a) a prohibition from operating a motor vehicle, vessel or aircraft or any railway equipment ordered pursuant to any of subsections (1), (2) and (3.1) to (3.4); or

(b) a disqualification or any other form of legal restriction of the right or privilege to operate a motor vehicle, vessel or aircraft imposed

(i) in the case of a motor vehicle, under the law of a province, or

(ii) in the case of a vessel or an aircraft, under an Act of Parliament,

in respect of a conviction or discharge under section 730 of any offence referred to in any of subsections (1), (2) and (3.1) to (3.4).

ARTICLE 3(3) (paragraphe 259(5))

DISPOSITION ACTUELLE

(5) Pour l'application du présent article, « interdiction » s'entend à la fois :

a) d'une interdiction de conduire un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire prononcée en vertu des paragraphes (1) ou (2);

b) dans le cas d'une déclaration de culpabilité ou d'une absolution en vertu de l'article 730 d'une infraction visée au paragraphe (1) ou (2), d'une interdiction ou d'une inaptitude à conduire ou de toute autre forme de restriction légale du droit ou privilège de conduire un véhicule à moteur, un bateau ou un aéronef infligée :

(i) en vertu d'une loi provinciale, dans le cas d'un véhicule à moteur,

(ii) en vertu d'une loi fédérale, dans le cas d'un bateau ou d'un aéronef.

ARTICLE PROPOSÉ

Le paragraphe 259(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Pour l'application du présent article, « interdiction » s'entend selon le cas :

a) de l'interdiction de conduire un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire prononcée en vertu de l'un des paragraphes (1), (2) et (3.1) à (3.4);

b) dans le cas d'une déclaration de culpabilité ou d'une absolution, sous le régime de l'article 730, relativement à une infraction visée au paragraphe (1), (2) ou (3.1) à (3.4), de l'interdiction ou de l'inaptitude à conduire ou de toute autre forme de restriction légale du droit ou de l'autorisation de conduire un véhicule à moteur, un bateau ou un aéronef infligée :

(i) en vertu d'une loi provinciale, dans le cas d'un véhicule à moteur,

(ii) en vertu d'une loi fédérale, dans le cas d'un bateau ou d'un aéronef.

ARTICLE 4 (paragraphe 260(1))

OBJET ET EFFET

Le présent article apporte une modification corrélative visant à inclure le régime d'interdictions de conduire applicable aux infractions de course de rue au paragraphe 260(1) du *Code criminel* qui prévoit la procédure que doit suivre le tribunal qui prononce une interdiction de conduire; il ne modifie pas cette procédure.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La présente modification fait en sorte que la procédure suivie par le tribunal qui impose une interdiction de conduire vise toutes les ordonnances d'interdiction de conduire prononcées aux termes de l'article 259. Le nouveau régime d'interdiction de conduire applicable aux infractions de course de rue se trouve ainsi inclus.

CLAUSE 4 (Subsection 260(1))

SUBJECT AND EFFECT

This is a consequential amendment to include the driving prohibition scheme for street racing offences into subsection 260(1) of the *Criminal Code*, which sets out the process a court must follow when issuing a driving prohibition; this amendment does not change that process.

REASON FOR CHANGE

This amendment ensures that the process which a court must take in imposing a driving prohibition includes all driving prohibition orders made under section 259. This includes the new driving prohibition scheme for street racing offences.

CLAUSE 4 (Subsection 260(1))

PRESENT SECTION

260. (1) Where a court makes a prohibition order under subsection 259(1) or (2) in relation to an offender, it shall cause

PROPOSED SECTION

The portion of subsection 260(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

260. (1) If a court makes a prohibition order under section 259 in relation to an offender, it shall cause

ARTICLE 4 (paragraphe 260(1))

DISPOSITION ACTUELLE

260. (1) Un tribunal qui rend une ordonnance d'interdiction en vertu du paragraphe 259(1) ou (2) doit s'assurer que les exigences suivantes sont respectées :

ARTICLE PROPOSÉ

Le passage du paragraphe 260(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

260. (1) Le tribunal qui rend une ordonnance d'interdiction en vertu de l'article 259 s'assure que les exigences ci-après sont respectées :

ARTICLE 5 (article 261)

OBJET ET EFFET

Le présent article apporte une modification corrélative visant à inclure le régime d'interdiction de conduire applicable aux infractions de course de rue à l'article 261, qui, dans les cas où la déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction prévue à l'un des articles 220, 221, 236, 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, confère au juge le pouvoir de suspendre l'application d'une ordonnance d'interdiction.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La présente modification fait en sorte que l'application de toute ordonnance d'interdiction de conduire prononcée aux termes des articles 220, 221, 236, 249 à 255 et de l'article 259 peut être suspendue pendant qu'un appel est interjeté contre la déclaration de culpabilité. Ces ordonnances incluent les ordonnances d'interdiction prononcées par suite d'une déclaration de culpabilité à une infraction de course de rue.

CLAUSE 5 (Section 261)

SUBJECT AND EFFECT

This is a consequential amendment to include the driving prohibition scheme for street racing offences into section 261, which gives the Judge authority to stay any driving prohibition ordered when an appeal has been taken against a conviction for offences under sections 220, 221, 236, 249 to 255 and section 259.

REASON FOR CHANGE

This amendment ensures that any driving prohibition ordered under sections 220, 221, 236, 249 to 255 and section 259 can be stayed pending an appeal against a conviction. This includes those prohibition orders resulting from the conviction of a street racing offence.

CLAUSE 5 (Section 261)

PRESENT SECTION

261. (1) Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 730 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any order under subsection 259(1) or (2) arising out of the conviction or discharge shall, on such conditions as the judge or court may impose, be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

(2) Where conditions are imposed pursuant to a direction made under subsection (1) that a prohibition order under subsection 259(1) or (2) be stayed, the direction shall not operate to decrease the period of prohibition provided in the order made under subsection 259(1) or (2).

PROPOSED SECTION

261. (1) If an appeal is taken against a conviction or discharge under section 730 for an offence committed under any of sections 220, 221, 236, 249 to 255 and 259, a judge of the court being appealed to may direct that any prohibition order under section 259 arising out of the conviction or discharge shall, on any conditions that the judge or court may impose, be stayed pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court.

(2) If conditions are imposed under a direction made under subsection (1) that the prohibition order be stayed, the direction shall not operate to decrease the period of prohibition provided in the order.

ARTICLE 5 (article 261)

DISPOSITION ACTUELLE

261. (1) Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prévue à l'article 730 d'une infraction aux articles 220, 221, 236, 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue aux paragraphes 259(1) ou (2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution soit suspendue, aux conditions que lui ou le tribunal impose, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

(2) L'assujettissement, en application du paragraphe (1), de la suspension de l'ordonnance prévue aux paragraphes 259(1) ou (2) à des conditions ne peut avoir pour effet de réduire la période d'interdiction applicable au titre de ces paragraphes.

ARTICLE PROPOSÉ

L'article 261 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

261. (1) Dans les cas où la déclaration de culpabilité ou l'absolution prononcée en vertu de l'article 730 à l'égard d'une infraction prévue à l'un des articles 220, 221, 236, 249 à 255 ou 259 fait l'objet d'un appel, un juge du tribunal qui en est saisi peut ordonner la suspension de toute ordonnance d'interdiction prévue à l'article 259 et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette absolution, aux conditions que lui ou le tribunal impose, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.

(2) L'assujettissement, en application du paragraphe (1), de la suspension de l'ordonnance d'interdiction à des conditions ne peut avoir pour effet de réduire la période d'interdiction applicable.

ARTICLE 6 (article 673)

OBJET ET EFFET

La présente disposition apporte une modification corrélative à l'alinéa *b*) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », énoncée à l'article 673 du *Code criminel*. Elle inclut, dans la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » que l'on trouve à cet article, les ordonnances d'interdiction de conduire prononcées par suite d'une déclaration de culpabilité à des infractions de course de rue.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La partie XXI du *Code criminel* prévoit les appels interjetés relativement aux actes criminels et l'article 673 du *Code criminel* se trouve dans cette partie. Dans des circonstances précises, une déclaration de culpabilité ou la peine infligée à l'égard de cette déclaration de culpabilité peuvent faire l'objet d'un appel. La présente modification fait en sorte que l'ordonnance d'interdiction de conduire prononcée par suite d'une déclaration de culpabilité d'une infraction de course de rue soit visée par la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » et, par conséquent, qu'elle puisse faire l'objet d'un appel.

CLAUSE 6 (Section 673)

SUBJECT AND EFFECT

This is a consequential amendment to paragraph (b) of the definition of "sentence" found in section 673 of the *Criminal Code*. It includes driving prohibition orders, resulting from the conviction of street racing offences, into the definition of sentence found in that section.

REASON FOR CHANGE

Part XXI of the *Criminal Code* addresses the appeal of indictable offences; section 673 of the *Criminal Code* is included in Part XXI. Under specified circumstances, an appeal may be sought against a conviction or the sentence passed in relation to that conviction. This amendment ensures that a driving prohibition order resulting from the conviction of a street racing offence is included in the definition of sentence and, therefore, may be subject to appeal.

CLAUSE 6 (Section 673)

PRESENT SECTION

(b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 161, subsection 164.2(1), 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 or 745.5,

PROPOSED SECTION

Paragraph (b) of the definition “sentence” in section 673 of the Act is replaced by the following:

(b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 161, subsection 164.2(1) or 194(1), section 259, 261 or 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 or 745.5,

ARTICLE 6 (article 673)

DISPOSITION ACTUELLE

b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 164.2(1), 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 ou 745.5;

ARTICLE PROPOSÉ

L'alinéa *b)* de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 164.2(1) ou 194(1), des articles 259, 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 ou 745.5;

ARTICLE 7 (article 785)

OBJET ET EFFET

La présente disposition apporte une modification corrélative à l'alinéa *b*) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » énoncée à l'article 785 du *Code criminel*. Elle inclut, dans la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » que l'on trouve à cet article, les ordonnances d'interdiction de conduire prononcées par suite d'une déclaration de culpabilité à des infractions de course de rue.

RAISONS DES MODIFICATIONS

La partie XXVII du *Code criminel* vise les procès des infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité ainsi qu'aux appels de ces procès. Dans des circonstances précises, une déclaration sommaire de culpabilité ou la peine infligée à l'égard de cette déclaration de culpabilité peuvent faire l'objet d'un appel. La présente modification fait en sorte qu'une ordonnance d'interdiction de conduire prononcée par suite d'une déclaration sommaire de culpabilité pour une infraction de course de rue soit visée par la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » et, par conséquent, qu'elle puisse faire l'objet d'un appel.

Cette modification s'avère nécessaire parce que l'infraction de conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue est une infraction mixte qui peut donc être poursuivie par procédure sommaire.

CLAUSE 7 (Section 785)

SUBJECT AND EFFECT

This is a consequential amendment to paragraph (b) of the definition of "sentence" found in section 785 of the *Criminal Code*. It includes driving prohibition orders, resulting from the conviction of street racing offences, into the definition of sentence found in that section.

REASON FOR CHANGE

Part XXVII of the *Criminal Code* pertains to the trial of summary conviction offences as well as any appeal of such trials. Under specified circumstances, an appeal may be sought against a summary conviction or the sentence passed in relation to that conviction. This amendment ensures that a driving prohibition order resulting from the summary conviction of a street racing offence is included in the definition of sentence and, therefore, may be subject to appeal.

This change is necessary because the offence of dangerous driving, while street racing is a hybrid offence and therefore may proceed by summary conviction.

CLAUSE 7 (Section 785)

PRESENT SECTION

(b) an order made under subsection 109(1), 110(1) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739, 742.1 or 742.3,

PROPOSED SECTION

Paragraph (b) of the definition “sentence” in section 785 is replaced by the following:

(b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 259 or 261, subsection 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739, 742.1 or 742.3,

ARTICLE 7 (article 785)

DISPOSITION ACTUELLE

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 109(1), 110(1) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, des paragraphes 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1 ou 742.3;

ARTICLE PROPOSÉ

L'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), des articles 259 ou 261, des paragraphes 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1 ou 742.3;

**ARTICLE 8 (article 109
(Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition))**

OBJET ET EFFET

La présente disposition apporte une modification corrélative visant à inclure le régime d'interdiction de conduire applicable aux infractions de course de rue à l'article 109 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui décrit la procédure à suivre lorsqu'une ordonnance d'interdiction de conduire peut être annulée ou modifiée par la Commission.

RAISONS DES MODIFICATIONS

Cette modification fait en sorte que la procédure d'annulation ou de modification d'une ordonnance d'interdiction de conduire vise également les ordonnances d'interdiction de conduire prononcées à l'égard des nouvelles infractions de course de rue.

CLAUSE 8 (Section 109 (*Corrections and Conditional Release Act*))

SUBJECT AND EFFECT

This is a consequential amendment to include the driving prohibition scheme for street racing offences into section 109 of the *Correction and Conditional Release Act* which sets out the procedure for when a driving prohibition order can be cancelled or varied by the Board.

REASON FOR CHANGE

This ensures that the process for cancelling or varying a driving prohibition includes those driving prohibition orders which result from the conviction of the new street racing offences.

CLAUSE 8 (Section 109 (*Corrections and Conditional Release Act*))

PRESENT SECTION

109. The Board may, on application, cancel or vary the unexpired portion of a prohibition order made under subsection 259(1) or (2) of the *Criminal Code* after a period of

PROPOSED SECTION

The portion of section 109 of the *Corrections and Conditional Release Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

109. The Board may, on application, cancel or vary the unexpired portion of a prohibition order made under section 259 of the *Criminal Code* after a period of

**ARTICLE 8 (article 109
(Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition))**

DISPOSITION ACTUELLE

La Commission peut, sur demande, annuler ou modifier en cours d'exécution toute ordonnance d'interdiction rendue aux termes du paragraphe 259(1) ou (2) du *Code criminel*, après une période :

ARTICLE PROPOSÉ

Le passage de l'article 109 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

109. La Commission peut, sur demande, annuler ou modifier en cours d'exécution toute ordonnance d'interdiction rendue aux termes de l'article 259 du *Code criminel*, après une période :

TABLE DES MATIÈRES

CODE CRIMINEL

ARTICLE	PARAGRAPHE PROPOSÉ	ONGLET	DESCRIPTION
1		1	Définition de course de rue
2	249.2	2	Infraction : <ul style="list-style-type: none"> • Négligence criminelle causant la mort, à l'occasion d'une course de rue
2	249.3	2	Infraction : <ul style="list-style-type: none"> • Négligence criminelle causant des lésions corporelles, à l'occasion d'une course de rue
2	249.4	2	Infractions : <ul style="list-style-type: none"> • Conduite dangereuse, à l'occasion d'une course de rue; • Conduite dangereuse causant des lésions corporelles à l'occasion d'une course de rue; • Conduite dangereuse causant la mort, à l'occasion d'une course de rue.
3(1)		3	Modernisation du libellé de la version française du paragraphe 259(1) du <i>Code criminel</i>
3(2)	259(3.1)	3	Régime d'interdiction de conduire obligatoire : <ul style="list-style-type: none"> • Conduite dangereuse, à l'occasion d'une course de rue.

ARTICLE	PARAGRAPHE PROPOSÉ	ONGLET	DESCRIPTION
8		8	Modification corrélative de l'article 109 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> .

TABLE OF CONTENTS

CRIMINAL CODE

CLAUSE	PROPOSED SECTION	TAB	DESCRIPTION
1		1	Defines street racing
2	249.2	2	Offence: <ul style="list-style-type: none"> criminal negligence causing death, while street racing
2	249.3	2	Offence: <ul style="list-style-type: none"> criminal negligence causing bodily harm, while street racing
2	249.4	2	Offences: <ul style="list-style-type: none"> dangerous driving, while street racing; dangerous driving causing bodily harm, while street racing; and dangerous driving causing death, while street racing
3(1)		3	Modernizes statutory language of the French version of subsection 259(1) of the <i>Criminal Code</i>
3(2)	259(3.1)	3	Mandatory driving prohibition scheme: <ul style="list-style-type: none"> dangerous driving, while street racing
3(2)	259(3.2)	3	Mandatory driving prohibition scheme: <ul style="list-style-type: none"> dangerous driving causing bodily harm, while street racing; or criminal negligence causing bodily harm, while street racing
3(2)	259(3.3)	3	Mandatory driving prohibition scheme for first offence conviction: <ul style="list-style-type: none"> criminal negligence causing death, while street racing; or dangerous driving causing death, while street racing

CLAUSE	PROPOSED SECTION	TAB	DESCRIPTION
3(2)	259(3.4)	3	Creates automatic mandatory lifetime driving prohibition for repeat offenders of the most serious street racing offences
3(3)		3	Consequential amendment to the definition of "disqualification" in subsection 259(5) of the <i>Criminal Code</i>
4		4	Consequential amendment to subsection 260(1) of the <i>Criminal Code</i>
5		5	Consequential amendment to section 261 of the <i>Criminal Code</i>
6		6	Consequential amendment to section 673 of the <i>Criminal Code</i>
7		7	Consequential amendment to section 785 of the <i>Criminal Code</i>
8		8	Consequential amendment to section 109 of the <i>Corrections and Conditional Release Act</i>